

BUREAU DE COORDINATION
DE L'OUA/CSTR

Arrivée le, 15-12-89

N° d'enregistrement 1935

RESEAU D'ETUDE DES SYSTEMES DE PRODUCTION EN AFRIQUE DE L'OUEST

R A P P O R T F I N A L

PHASE I PROJET CRDI 3-P-86-0272

Novembre 1987 - Octobre 1989

Ouagadougou, décembre 1989

INTRODUCTION

Le présent rapport est le rapport final de la première phase du Projet 3-P-86-0272 financé par le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI). Cependant, pour permettre au lecteur d'avoir une vue d'ensemble du RESPAO, la totalité des activités menées durant la période du 1er novembre 1987 au 31 octobre 1989 est exposée. On examinera successivement (1) l'organisation et le fonctionnement du réseau (2) les ressources financières (3) les activités menées et (4) les perspectives.

On rappellera d'abord les objectifs du réseau :

Objectifs

L'objectif général du RESPAO est de promouvoir et faciliter la coopération entre les chercheurs, les programmes et les institutions de recherche nationaux, internationaux et extérieurs travaillant en Afrique de l'Ouest dans le domaine des recherches sur les systèmes de production. Cette collaboration devrait permettre de soutenir les chercheurs et de renforcer les programmes nationaux à travers la formation, les échanges d'expériences méthodologiques et les comparaisons de résultats et un meilleur accès à l'information.

Les objectifs spécifiques sont :

- De stimuler la collaboration en matière de planification et d'évaluation des recherches sur les systèmes de production en Afrique de l'Ouest.
- D'améliorer les pratiques méthodologiques à travers les échanges d'expériences notamment en organisant des rencontres, des voyages d'étude de chercheurs et toute autre activité répondant aux besoins des membres.
- D'organiser, d'aider à organiser et institutionnaliser des activités de formation concernant l'approche RSP en direction des chercheurs et des autres acteurs du développement rural.
- De collecter, traiter et diffuser les résultats pertinents de la RSP et notamment d'encourager les chercheurs à publier leurs résultats de façon à ce que ceux-ci soient largement disponibles à toutes les parties intéressées : chercheurs, institutions de recherche, agents et responsables de la vulgarisation, producteurs agricoles et organismes professionnels responsables de la politique agricole.

- D'assister à leur demande, les chercheurs, les programmes et les institutions nationaux dans la planification la mise en oeuvre et l'évaluation de recherches sur les systèmes de production et éventuellement l'élaboration de requêtes de financement.

I. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU RESEAU

Les tâches les plus urgentes fixées par l'assemblée générale du RESPAO tenue en mars 1986 au comité de pilotage élu à cette occasion étaient **l'obtention d'un statut juridique, la mise en place de toutes les structures du réseau notamment la création d'un secrétariat permanent** auprès du Projet de Recherche et de Développement des Cultures Vivrières dans les Zones Semi-Arides de la Commission Scientifique, Technique et de la Recherche de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA/CSTR/SAFGRAD).

1.1 Le Statut Juridique

L'absence de statut juridique a empêché le réseau de sa création en 1982 à 1986 de solliciter et gérer directement des fonds et donc de mener des activités importantes. Conformément au mandat reçu de l'assemblée générale, un protocole d'accord a été négocié et signé entre l'OUA/CSTR/SAFGRAD et le RESPAO en novembre 1986. Cet accord fait du RESPAO une structure affiliée au SAFGRAD et bénéficiant du statut juridique de l'OUA. Ainsi tous ses actes officiels sont effectués par le Secrétaire Exécutif de la CSTR. Le secrétariat est aussi placé au sein du SAFGRAD et son personnel est recruté et géré suivant les mêmes règles que celui de l'OUA/CSTR. Le protocole définit aussi les appuis en matière de gestion et de fournitures que le RESPAO reçoit du SAFGRAD en échange du versement de 10% des subventions reçues. Cet accord a été reconnu par les donateurs qui ont alloué des fonds par l'intermédiaire de l'OUA qui en garantit le respect des règles d'utilisation. La question du statut juridique du réseau en tant qu'association professionnelle a donc été résolue. Par contre comme on le verra ci-après, des adaptations ont été nécessaires dans les relations avec le SAFGRAD.

1.2 La Mise en Place des Structures du Réseau

Les différentes instances du Réseau sont l'assemblée générale, le comité de pilotage, le secrétariat et les correspondants nationaux.

1.2.1 L'Assemblée Générale

Les adhérents doivent se réunir en principe tous les deux ans en assemblée générale. Celle-ci aurait dû se tenir en mars 1988. A cause des délais de mise en place du secrétariat, de recherche de financement et de mise en oeuvre du programme d'activités,

l'assemblée générale s'est tenue le 1er septembre 1989. Elle a eu à examiner le rapport d'activités présenté par le président du comité de pilotage et les orientations proposées. Elle a aussi renouvelé le comité de pilotage. Beaucoup de chercheurs qui n'avaient pas pu le faire auparavant, ont formellement adhéré à cette occasion. Ainsi soixante-quinze chercheurs travaillant en Afrique de l'Ouest et au Cameroun et appartenant à des organismes nationaux, internationaux et étrangers ont à ce jour formellement adhéré. Le secrétariat continuera à déployer les efforts nécessaires pour augmenter le nombre d'adhérents dans la mesure où au total plus de deux cent personnes ont à un moment ou l'autre reçu des informations du secrétariat.

1.2.2 Le Comité de Pilotage

Le comité de pilotage élu en mars 1986 a fonctionné normalement. Il s'est réuni en mai 1986, en avril 1988, en octobre 1988, en août 1989 et en septembre 1989 après son renouvellement alors que les statuts prévoient au minimum une réunion annuelle. Les neuf membres prévus sont au complet. En avril 1988 le comité a eu à examiner et approuver le programme d'activités et a eu ensuite à en suivre et contrôler l'exécution. Il a aussi participé au recrutement du personnel du secrétariat à l'exception du personnel local et à la recherche de financements pour les activités retenues. Le comité et son président assurent effectivement le rôle d'organe directeur du réseau. L'assemblée générale de septembre 1989 a ainsi approuvé le rapport d'activités et les orientations présentés par le comité sortant.

1.2.3. Le Secrétariat

La mise en place du secrétariat auprès du SAFGRAD à Ouagadougou au Burkina Faso a commencé en novembre 1987 avec le recrutement et la prise de service du coordonnateur du réseau qui en est le responsable.

Le Personnel

- Le coordonnateur à cause d'un stage d'anglais aux USA n'a réellement entamé ses fonctions qu'en début avril 1988. Le titulaire est un sociologue rural précédemment responsable des recherches sur les systèmes de production dans son pays et président du comité de pilotage du réseau de 1982 à 1987.
- Une secrétaire de direction / assistante administrative a été recrutée en juin 1988 sur contrat local. Bien qu'un changement soit intervenu en septembre 1989, le niveau de qualification a été maintenu : licence d'anglais, expérience en secrétariat de direction, en micro-informatique et en gestion administrative courante. Des formations complémentaires en micro-informatique

sont prévues : utilisation de Dbase IV, Pagemaker, Windows et Micro CD Isis.

- Un documentaliste bilingue a été recruté en octobre 1989 et prendra service en novembre. On verra plus loin les conséquences du retard de plus d'un an pour son recrutement sur la mise en place de la cellule documentaire. Le titulaire a une formation universitaire supérieure et a une longue expérience de la documentation dans le domaine des sciences agricoles acquise à l'I.I.T.A.

- Le recrutement **d'un éditeur scientifique** entamé en février 1989 n'est toujours pas fait compte-tenu du manque de candidat ayant le profil et l'expérience souhaité dans la région et aussi du niveau de rémunération qui n'est pas suffisamment attrayant. Le comité de pilotage s'est cependant fixé pour objectif de pourvoir le poste en début 1990 et des démarches sont entreprises pour trouver un bon candidat.

- En plus de ce personnel, le secrétariat partage avec un autre organisme les services d'un planton et d'un gardien.

Locaux et équipements

- Conformément au protocole d'accord, le SAFGRAD devait fournir des locaux pour le secrétariat ainsi que certains services : téléphone, télex, photocopie, etc... . Ceci n'a pas été possible. Il a fallu donc rechercher un financement complémentaire pour faire face à cette situation. Grâce à une subvention de la Fondation FORD, des locaux ont été loués et occupés à la date du 1er juillet 1988. Ils comprennent quatre bureaux, une grande salle pour la documentation et des magasins. Ils sont adaptés aux besoins. Le réseau doit cependant faire face à des dépenses de fonctionnement et d'équipement qui n'étaient pas prévues et qui ne sont pas négligeables : eau, électricité, gardiennage, nettoyage, courses, installation téléphonique et climatiseurs. Malgré la bonne volonté des bailleurs de fonds et les compromis avec le SAFGRAD, les fonds disponibles pour le secrétariat sont très justes.

L'équipement des locaux en mobilier de bureau a été réalisé de façon modeste mais satisfaisante. Un système informatique complet a été acquis et installé en juillet 1989. Cela a pris pratiquement un an compte tenu des délais pour définir un cahier de charges, des procédures d'autorisation d'importation et d'exonération et des retards de livraison à partir de la France. Heureusement pendant ce temps un micro-ordinateur a été prêté par le SAFGRAD. Le micro-ordinateur acquis est un IBM/PS 2 modèle 70.386 avec une imprimante à laser, une imprimante ordinaire, un scanner, une souris et un lecteur de disquettes 5 pouces. Les logiciels sont Wordperfect 5, D-Base IV, Pagemaker, Windows. On a pu obtenir de l'UNESCO le logiciel micro CD ISIS. Cet équipement permet de faire de la micro-édition et la gestion de bases de données. Il

a été aussi prévu l'acquisition d'un micro-ordinateur portable en début 1990 pour avoir plus de souplesse dans le travail. Un véhicule (Peugeot 505 break) a été acquis en mars 1988 et affecté au coordonnateur. Des correspondances avec le CRDI ont défini les règles d'utilisation et d'imputation des charges. Les besoins en photocopie et les difficultés du SAFGRAD à fournir ce service notamment lors de réunions ont amené le secrétariat à prévoir l'acquisition d'un photocopieur à la place d'un appareil de microfilmage. Le CRDI a donné son accord et le photocopieur devrait être disponible début 1990. Depuis cette année, le secrétariat a aussi accès à un service de télécopie en plus du télex du SAFGRAD.

Gestion

Conformément aux accords avec le SAFGRAD, une gestion séparée du réseau a été mise en place. Un compte bancaire propre au RESPAO reçoit les fonds attribués par les donateurs et est co-géré par le contrôleur financier du SAFGRAD et le coordonnateur. Ce dernier est l'ordonnateur des dépenses. Le SAFGRAD assure la comptabilité qui est soumise aux contrôles de l'OUA. Il fournit aussi son assistance pour les achats. Une amélioration de la gestion des projets semble cependant nécessaire et doit être discutée avec les responsables du SAFGRAD. La diversité des financements exige un suivi plus régulier des comptes et une plus grande attention dans les imputations des dépenses.

Conclusion

Les tâches urgentes confiées au comité de pilotage par l'assemblée générale en mars 1986 à savoir l'obtention d'un statut juridique et la mise en place de toutes les structures du réseau ont été pour l'essentiel réalisées. Le RESPAO bénéficie du statut juridique de l'OUA. Les différentes instances : assemblée générale, comité de pilotage, secrétariat et correspondants nationaux sont en place et sont opérationnelles. Ce qu'on peut déplorer c'est la lenteur due à de nombreux facteurs : (1) formations complémentaires en anglais pour le coordonnateur, en informatique pour la secrétaire (2) difficultés à recruter au niveau local et régional un documentaliste et un éditeur ayant le profil et l'expérience souhaités (3) l'impossibilité pour le SAFGRAD de fournir certains services ce qui a contraint à rechercher des ressources complémentaires et a augmenté le coût de l'installation et du fonctionnement du secrétariat (4) les moyens limités accordés par les donateurs par rapport aux coûts des services à Ouagadougou (5) enfin les difficultés de communications propres à la région. Cela n'a pas empêché de rechercher des ressources financières et de mener des activités techniques.

II. LES RESSOURCES FINANCIERES

Plusieurs donateurs ont accepté de soutenir le RESPAO pour la réalisation du programme d'activités démarré en 1988.

2.1 Le CRDI

Le CRDI a approuvé deux requêtes de financement. La première requête (projet CRDI 3-P-86-0272) d'une durée de deux ans pour un montant de 450.000 dollars canadiens qui devait prendre fin le 1er novembre 1989 a été prolongée jusqu'au 30 avril 1990 soit une extension de six mois et un montant global de 569.467 dollars canadiens. Le projet supporte le fonctionnement des différentes instances du réseau : secrétariat, réunions du comité de pilotage, symposium bi-annuel et atelier de formation à la RSP du CU Dschang.

La deuxième requête (projet CRDI 3-P-87-0107) a aussi une durée de deux ans. Elle a été révisée en juillet 1989. Elle couvre la période du 1er juillet 1989 au 30 juin 1991 pour un montant global de 229.000 dollars canadiens. Le projet supporte la création d'un système d'information scientifique et technique: salaire documentaliste, produits documentaires et équipements informatiques et de reproduction.

2.2 Le Ministère Français de la Coopération

Le Ministère Français de la Coopération a accordé un financement de 700.000 FF pour des activités techniques prévues dans le programme 1988-1989 : réunion des responsables nationaux de la RSP, atelier de formation à la RSP du CU de Dschang, atelier RSP en culture irriguée (intégré au Symposium), édition de documents et complément pour les réunions du Comité de Pilotage.

2.3 La Fondation Ford

La Fondation Ford a accordé un financement de 233.000 US dollars (projet 880-1132) pour une durée de deux ans couvrant la période du 1er octobre 1988 au 30 septembre 1990. Le projet supporte le fonctionnement du secrétariat (secrétaire, location et entretien locaux) et la création d'une revue scientifique (salaire éditeur scientifique, fabrication et publication de quatre numéros de la revue). Compte-tenu du retard de démarrage, une extension de la durée du projet sera négociée en début 1990.

2.4 Le Centre Technique pour la Coopération Agricole et Rurale (CTA)

Le Centre Technique pour la Coopération Agricole et Rurale (CTA) de la Commission Economique Européenne a promis un financement de 11.000 ECU pour l'impression des Actes du Symposium et la tenue d'un atelier de formation à la rédaction scientifique. Cependant ces promesses n'ont pas encore été concrétisées par un accord.

2.5 D'autres donateurs

D'autres donateurs ont participé au financement du Symposium tenu en août/septembre 1989. La GTZ a contribué pour 12.000 deutschmark, la Coopération Néerlandaise pour 49.000 florins, le Projet "The Gender and Agriculture Project" pour 11.325 US dollars et l'IITA pour 6.000 US dollars (plus le transport par car d'une dizaine de participants).

Conclusion

Les sources de financement du réseau sont diversifiées ce qui le rend moins dépendant. Cette diversité se traduit cependant par un temps important consacré par le coordonnateur à rechercher des financements et à produire des rapports techniques et financiers pour satisfaire les donateurs. Les décalages entre les échéanciers de projets compliquent la programmation des activités et accroissent l'incertitude. Par exemple, ce n'est que deux mois avant le symposium d'Accra que les ressources financières nécessaires ont été entièrement réunies alors que la préparation était très avancée et qu'une annulation aurait été catastrophique. Ces inconvénients pourraient être réduits si les donateurs acceptaient d'accorder des financements sur des périodes plus longues, cinq ans par exemple.

III. LES ACTIVITES

Un programme d'activités de deux ans 1987-1989 a été préparé par le coordonnateur et adopté par le comité de pilotage en avril 1988. Compte-tenu des difficultés de mise en oeuvre et des financements obtenus il a été révisé en octobre 1988. Le programme prévoyait (1) la mise en place d'un système d'information scientifique et technique (2) des activités de formation (3) des ateliers techniques et des voyages d'étude (4) l'organisation du symposium bi-annuel (5) des appuis aux programmes nationaux.

3.1 Information Scientifique et Technique

La mise en place d'un système d'IST devait répondre à l'objectif de collecte, traitement et diffusion des informations utiles sur la RSP en direction des utilisateurs. Dans cette première phase, les chercheurs RSP ont été privilégiés ainsi que l'information produite dans la région.

La Cellule Documentation

- La cellule documentaire elle-même devait concentrer ses efforts sur la collecte et le traitement de l'information produite par les chercheurs nationaux qui parce qu'elle est pour l'essentielle de la littérature non conventionnelle n'est pas valorisée. Par contre pour l'information, il s'agissait de nouer

des relations avec les sources d'information existantes qui collectent et traitent cette information pour en disposer et la diffuser sous une forme adaptée. Ainsi tout en apportant une contribution au réseau de sources documentaires, (centres internationaux, organismes occidentaux, africains, etc ...) la cellule aurait évité les doubles-emplois et mieux utilisé ses moyens limités. La mise en place de la cellule documentaire ne s'est pas faite jusqu'à ce jour par suite des difficultés de recrutement d'un documentaliste. La recherche d'un candidat au niveau du Burkina engagée dès mai 1988 n'a pas permis de trouver une personne expérimentée en informatique documentaire et avec un minimum de connaissance de l'anglais. Le budget ne permettant pas un recrutement au niveau régional, des discussions ont été engagées avec la division des sciences de l'information du CRDI sur le profil du poste et sur la revalorisation de la rémunération offerte. Un consensus sur la nécessité de relever le niveau de formation requis et la rémunération a permis de déposer une requête de révision du projet concerné en fin décembre 1988. L'approbation officielle a été obtenue en fin juin 1989 avec un report de la date de démarrage au 1er juillet 1989. Entretemps un candidat avait été identifié et a pu être interviewé début août. Compte-tenu des délais de signature de contrat et de disponibilité, sa prise de service sera effective en novembre 1989. Un démarrage très rapide devrait être possible dans la mesure où le candidat provient d'un institut international de recherche agricole et connaît bien les sources documentaires existantes, et que l'équipement informatique et le logiciel de gestion des bases de données sont disponibles depuis juillet 1989. Une quantité non négligeable de documents provenant des systèmes nationaux a été collectée par le réseau et aussi par le SAFGRAD ainsi que les informations disponibles dans les bases de données de la plupart des instituts internationaux (IITA, ICRISAT, ILCA, CIRAD) de la FAO, etc Une courte formation d'une à deux semaines sur micro CD ISIS devrait permettre dès février 1990 de commencer la saisie tout en engageant la collecte systématique et le traitement de l'information. Les correspondants nationaux qui ont tous été désignés seront les acteurs principaux de cette collecte.

- Les produits documentaires qui étaient prévus sont les suivants :

* La publication d'un répertoire annuel de la RSP en Afrique de l'Ouest donnant des informations sur les institutions, les programmes et les chercheurs. Une bonne partie de celle-ci a été collectée en octobre 1988 sous forme de fiches remplies par les participants à la réunion des responsables nationaux de la RSP. Elle sera complétée, saisie et mise en forme afin qu'un premier document soit diffusé dans le courant du deuxième trimestre 1989.

* La publication d'une bibliographie annuelle de la RSP sera préparée pour la même période à partir des références et résumés

qui auront été saisies à cette date sur la base de données du réseau.

* La publication de références et de résumés dans le bulletin trimestriel du réseau sera systématisée à partir de 1990.

* La diffusion d'information à la demande. Une fois que les bases de données seront opérationnelles, les utilisateurs pourront à la demande, recevoir les informations saisies (références, résumés) à la demande sous forme de listing ou sur disquette. Tous les documents répertoriés seront localisés et il sera donc possible de s'adresser à la source directement ou par le biais de la cellule documentaire pour demander une copie. Les moyens financiers de la cellule ne permettront malheureusement qu'une fourniture limitée de documents photocopiés par la cellule elle-même. L'acquisition d'un appareil de microfilmage et de reproduction de microfilms a d'ailleurs été abandonnée au profit de l'acquisition d'un photocopieur plus utile.

Les Publications du RESPAO

Le volet IST avait prévu la poursuite de la publication du bulletin trimestriel du réseau et la création d'une revue scientifique.

* La publication du **bulletin trimestriel du réseau** n'a pu être assurée de manière régulière, trois numéros seulement en anglais et en français ayant été produits sur les deux ans. Les raisons en sont les suivantes : l'objectif de départ de produire un bulletin d'une vingtaine de pages contenant des informations sur les activités RSP: (ateliers, séminaires, etc.) des notes et compte-rendus de recherche, des notes méthodologiques et des informations sur les activités de recherche en anglais et en français était trop ambitieux à cause des délais d'acquisition du matériel informatique, de formation du personnel, des coûts de l'impression et de diffusion. Il a été possible d'obtenir l'appui de l'IITA pour la mise en page, l'impression et la distribution du bulletin. La constitution de l'association et la mise en place du secrétariat n'étaient pas suffisamment avancées pour qu'on puisse collecter et mettre en forme l'information nécessaire à la production du bulletin. Le comité de pilotage a décidé de réduire ces ambitions et a demandé au secrétariat de produire un bulletin sous une forme très simple, photocopiée s'il le faut et qui permette dans un premier temps aux membres de recevoir des informations sur la vie du réseau et les activités qui pourraient les intéresser. L'amélioration de la qualité et du contenu du bulletin sera recherchée une fois la régularité de la parution assurée.

La publication d'une **revue scientifique** n'a pu être démarrée jusqu'à présent pour des raisons similaires à celles rencontrées avec la création de la cellule de documentation. Après

l'approbation du programme d'activités 1988-1989, il a d'abord fallu élaborer un projet et soumettre une requête de financement à la Fondation FORD. Après l'obtention du financement en novembre 1988, la procédure de recrutement d'un éditeur scientifique a été engagée avec la diffusion de l'avis de vacance de poste auprès des directeurs nationaux de la recherche agricole en janvier 1989, la publication dans les revues "Jeune Afrique" et "West Africa" en février. Des éditeurs ont été aussi contactés pour aider à trouver un candidat. Malheureusement, malgré la prolongation de la date de clôture de dépôt des candidatures, il n'a pas été possible de trouver un personnel répondant à tous les critères spécifiés (expérience en édition scientifique, en publication assistée par ordinateur, bilinguisme). On peut penser que ce profil est rare au niveau de l'Afrique de l'Ouest et que les conditions de travail et de rémunération offertes ne sont pas attrayantes pour un recrutement à un autre niveau. Le comité de pilotage a décidé en septembre 1989 d'assouplir ses exigences et s'est fixé pour objectif de pourvoir le poste en fin décembre, début janvier au plus tard. La Fondation FORD n'étant pas en mesure d'accroître le financement accordé, des objectifs moins ambitieux au départ sont nécessaires.

Le comité a retenu la parution de quatre numéros semestriels avant d'envisager un rythme trimestriel. Un comité scientifique doit être constitué et sera chargé de préciser les orientations de la revue et d'assurer la révision des articles proposés. Une liste de membres potentiels a été établi et la procédure est en cours pour constituer ce comité et le réunir dès le recrutement de l'éditeur. Il est retenu que la revue ne sera pas limitée à la recherche sur les systèmes de production mais accueillera tout article traitant de recherches au niveau des producteurs agricoles quelque soit la ou les disciplines scientifiques concernées. Il a d'ailleurs été proposé d'associer tous les réseaux intéressés à la publication. D'autre part dans la mesure où les chercheurs reconnus ont la possibilité de publier dans des revues internationales, une attention particulière sera accordée aux chercheurs ayant quelques années d'expérience qui désirent publier mais n'ont pas encore accès à ces revues. Le comité a aussi retenu de sélectionner les meilleures présentations faites lors du symposium d'Accra pour le premier numéro qu'on espère sortir avant la fin de 1990. Le secrétariat a déjà acquis l'équipement et le logiciel pour l'édition de la revue et la formation de la secrétaire chargée de la saisie et de la mise en page est prévue pour début janvier 1990.

3.2 La Formation

Plutôt que de répondre au coup par coup aux besoins en matière de formation, le réseau a choisi de privilégier l'appui aux structures nationales pour institutionnaliser ce type de formation pour les praticiens et les futurs chercheurs RSP. Pour le

démarrage, deux ateliers ont été retenus : un cours de formation à la RSP pour les chercheurs débutants et un atelier de formation à la rédaction scientifique pour les chercheurs ayant quelques années d'expérience.

Cours de formation à la RSP pour chercheurs débutants

Jusqu'à présent seuls des ateliers de formation ponctuels ont été organisés en Afrique de l'Ouest par le Farming Systems Support Project financé par l'USAID et géré par l'Université de Floride et par l'IITA. Le réseau reprenant une initiative du CRDI a choisi d'appuyer le Centre Universitaire de Dschang au Cameroun pour créer un cours annuel à la RSP qui serait ouvert aux chercheurs débutants d'Afrique Occidentale et Centrale. A la demande du RESPAO, l'Université de Floride qui exécute un projet d'appui au CU Dschang financé par l'USAID et le Réseau Recherche/Développement français, l'IITA et l'IRA Cameroun ont accepté de se joindre à cet effort et un protocole d'accord a été signé entre toutes les parties. La préparation de ce cours s'est fait en plusieurs étapes. En janvier et février 1988 un cours de formation de deux semaines pour les enseignants-chercheurs de Dschang a été organisé. C'est à cette occasion que les objectifs et les modalités de collaboration ont été discutés et le protocole d'accord rédigé. Le programme du cours et une requête de financement ont été préparés ainsi qu'un programme de recherche pour permettre aux enseignants d'acquérir l'expérience de terrain nécessaire. Un point a été fait sur la préparation du cours et la sélection des participants en octobre. Un atelier de formation à l'enseignement des adultes pour les animateurs et encadreurs du cours est prévu pour fin novembre. Les matériaux pédagogiques, la documentation et tous les détails préparatifs seront revus à cette occasion.

Le cours est planifié du 15 janvier au 3 février 1990 pour 24 participants d'Afrique Occidentale et Centrale. Il est co-financé par le Centre Universitaire de Dschang, l'USAID, le CRDI et la Coopération Française. Le RESPAO a joué et continuera à jouer un rôle primordial dans la mobilisation des compétences pour appuyer le Centre dans la recherche de financement et dans l'organisation du cours. La difficulté majeure rencontrée est de faire assumer le leadership du cours par les enseignants de Dschang. Ils n'ont pas l'expérience souhaitée en RSP et le programme mis en place pour l'acquérir n'est pas mené avec toute la diligence nécessaire. Néanmoins un programme financé par la coopération française est exécuté depuis trois ans. Bien que la participation des enseignants camerounais à celui-ci soit réduit, un travail important a été fait sur le terrain et est de plus en plus intégré à l'enseignement. L'institutionnalisation du cours nécessitera un engagement plus significatif des responsables et des enseignants dans la recherche de terrain et sa valorisation dans l'enseignement. Le RESPAO continuera à pousser dans ce sens.

Atelier de Formation à la Rédaction Scientifique

L'objectif de l'atelier de formation à la rédaction scientifique est d'appuyer une structure nationale qui désirerait offrir sur une base annuelle un cours destiné aux chercheurs ayant quelques années d'expérience. La recherche d'une institution nationale candidate à l'organisation de l'atelier et sa préparation n'ont pu être engagées du fait du non recrutement de l'éditeur scientifique qui devrait en être l'animateur principal au sein du secrétariat. D'autre part, le CTA, qui avait promis un financement partiel de cet atelier, n'a toujours pas confirmé sa promesse. Tout reste donc à faire pour la création de cet atelier. L'assemblée générale du réseau l'a cependant maintenu dans le programme de base dans la perspective de publication de la revue scientifique.

3.3. Ateliers Techniques et Voyages d'Etudes

Lors de l'élaboration du programme d'activités, les ateliers et voyages d'études suivants avaient été retenus :

Ateliers sur les systèmes de production en culture irriguée

Cet atelier devait être coorganisé avec l'équipe RSP de la vallée du fleuve Sénégal de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles et devait regrouper les équipes travaillant sur les cultures irriguées. Un spécialiste du département systèmes agraires du CIRAD avait accepté d'en être l'animateur. Le financement par le ministère français de la coopération n'a été acquis qu'en novembre 1988. Compte-tenu des délais d'organisation et de la disponibilité des fonds (reçus en mai 1989), l'atelier a été remplacé par un groupe de travail dans le cadre du symposium.

Atelier sur l'Adaptation des Systèmes de Production à la Sécheresse.

Cet atelier devrait être coorganisé avec le Réseau de Recherche sur la Résistance à la Sécheresse dans le Sahel (R 3S) et déboucher sur l'élaboration de projets de recherche collaborative. Le coordonnateur a effectivement pris part à la préparation de l'atelier. Le comité de pilotage a finalement jugé que la limitation des participations aux pays membres du CILSS (y compris la Gambie, la Guinée-Bissau et le Cap-Vert) allait à l'encontre du principe de non ségrégation linguistique du réseau. L'atelier a donc été organisé en avril 1989 à Ouagadougou au Burkina par le R 3S.

Voyage d'étude au Mali : Systèmes de Production en Zone de Savane

Le voyage d'étude devait permettre à des chercheurs travaillant sur les systèmes de production en zone de savane de visiter et discuter des réalisations et de la méthodologie de la plus ancienne des équipes RSP travaillant dans cette zone agro-écologique et jeter les bases d'échanges entre programmes et chercheurs. Un des membres du comité de pilotage ancien membre de l'équipe RSP du Mali devait en être l'animateur. Malheureusement la direction de la recherche agronomique malienne n'a pas été d'accord sur les dates proposées et le voyage d'études a donc été annulé.

Réunion des Responsables Nationaux de la RSP : 24-26 octobre 1988, Ouagadougou

La réunion avait pour thème les échanges et collaborations en RSP en Afrique de l'Ouest. Ses objectifs étaient de réunir pour la première fois les responsables de la RSP au niveau national et des CIRA et les coordonnateurs de certains réseaux pour (1) échanger des informations sur les activités menées, (2) examiner la pertinence des activités proposées par le RESPAO et les CIRA par rapport aux besoins des systèmes nationaux et des chercheurs, (3) discuter des voies et moyens d'organiser des échanges systématiques d'information. 15 pays sur 17, 8 CIRA et 6 coordonnateurs de réseaux ainsi que les membres du Comité de Pilotage y ont pris part. Les participants ont présenté leurs activités en matière de RSP et fourni les renseignements qui doivent servir de base à l'élaboration du répertoire des institutions, programmes et chercheurs RSP, ainsi que de la bibliographie RSP en Afrique de l'Ouest. La Réunion a approuvé le programme d'activités du réseau et a fait des recommandations. A la suite de celles-ci, une correspondance a été adressée aux responsables nationaux de la recherche agricole pour la désignation de correspondants nationaux du réseau. La réunion a aussi demandé au réseau de susciter l'élaboration de programmes de recherche collaborative et d'en rechercher le financement.

Cette réunion s'est révélée très utile. La plupart des participants ont en fait été désignés comme correspondants nationaux et ont joué un rôle important dans la participation active des chercheurs nationaux au Symposium d'août 1989 à Accra.

3.4 Symposium Bi-Annuel

Le réseau a tenu son symposium du 28 août au 1 septembre 1989 à Accra au Ghana. Le thème retenu était la "Contribution de la RSP au développement de technologies améliorées pour les zones agro-écologiques de l'Afrique de l'Ouest".

La préparation du symposium a occupé une bonne partie du temps

du secrétariat. A la suite du choix de Yaoundé au Cameroun, une visite préparatoire a été effectuée sur place en novembre 1988 pour obtenir l'appui de l'Institut de Recherche Agronomique, l'autorisation du gouvernement et pour examiner les détails pratiques d'organisation. Le coût prévisionnel s'est révélé si élevé qu'après consultation du comité de pilotage, il a été décidé de choisir un autre lieu. A la suite de missions au Ghana et en Sierra Leone, Accra au Ghana a finalement été retenu et le Conseil pour la Recherche Scientifique et Industrielle (CSIR) a accepté d'être l'organisme hôte. Quatre visites se sont avérées nécessaires pour l'organisation du Symposium et l'autorisation du gouvernement a été obtenue en juillet 1989. Malgré des requêtes envoyées à plus d'une dizaine de donateurs, la totalité du budget nécessaire n'a été obtenue qu'en juin. L'annonce du symposium bien qu'un peu tardive a été très large et a suscité de nombreuses demandes de participation. Le symposium qui s'est déroulé sur quatre jours et demi comprenait une journée d'exposés introductifs, deux journées en groupe de travail par zone agro-écologique (zones forestière, soudanienne, sahélienne, irriguées et de bas-fonds), une journée de discussions en séance plénière et une demi journée en assemblée générale du réseau. La participation au symposium a été plus élevée qu'espérée au départ. Cent onze personnes des instituts nationaux, internationaux et occidentaux y ont pris part. Seul le Cap-Vert et la Mauritanie n'ont pas participé pour des raisons de transmission de billets pré-payés. Le réseau a pris en charge deux participants par pays plus certains animateurs de groupe de travail et les membres nationaux du comité de pilotage. Quatre-vingt trois communications ont été présentées à cette occasion.

Il ne sera pas publié actes du symposium comme après celui de 1986. Un numéro du bulletin du réseau consacré en grande partie au déroulement et aux conclusions est en cours de préparation. Les communications seront sélectionnées pour une publication dans la revue.

3.4 Appui aux Systèmes Nationaux, Visites d'Information et Participation à des Réunions Techniques.

Le programme d'activités 1988-1989 avait retenu la réalisation à la demande de mission d'appui aux systèmes nationaux de recherche agricole dans le cadre des recherches sur les systèmes de production, des visites d'information et la participation à des réunions ou ateliers pouvant intéresser le réseau. A la suite des premières missions effectuées, le comité de pilotage a procédé à un examen plus approfondi de la question lors de sa réunion d'octobre 1988. Constatant que ces missions risquaient d'accaparer un temps important du coordonnateur et que l'appel aux membres expérimentés du réseau pouvait soulever des problèmes de compensation financière et des réticences de la part des responsables nationaux, le comité a préféré suspendre ces appuis

et donner la priorité aux autres activités. Quelques appuis techniques et visites avaient été cependant réalisés.

Appui à la direction des recherches sur les systèmes agraires et l'économie agricole de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles.

L'appui de dix jours en août 1988 a porté sur la méthodologie d'enquêtes de reconnaissance et la formation du personnel d'enquête.

Appui à la direction de la recherche agronomique (DRA) en Guinée-Conakry.

Cet appui a consisté en un atelier de dix jours d'initiation à la méthodologie RSP pour vingt et un chercheurs devant constituer les équipes régionales que la DRA doit mettre en place dans le cadre de son projet de recherche agricole. Il s'est déroulé en septembre 1988 et a été suivi de l'élaboration et de la discussion de propositions méthodologiques et organisationnelles pour l'institutionnalisation de la RSP en Guinée. Il n'a pas cependant été donné suite à la demande de la DRA pour un appui régulier du réseau.

En fait les problèmes que posent la création d'un système national de recherche agricole et l'intégration d'une méthodologie RSP dépassent les possibilités d'appui du RESPAO. Le Département Systèmes Agraires du CIRAD a heureusement accepté de prendre le relais.

Participation à des réunion et ateliers

Le Coordonnateur a participé à plusieurs ateliers techniques et réunions (cf liste des missions effectuées en annexe). Ces participations ont été pour la plupart utiles soit à cause de l'information et des discussions techniques soit à cause des collaborations évoquées comme avec le Réseau Ouest-Africain de Traction Animale et le Réseau Africain sur les Systèmes de Culture en Couloir (AFNETA).

A l'avenir, il serait cependant très utile que ces participations ne soient pas assurées par le seul coordonnateur ce qui aurait des conséquences négatives. Les membres du comité devraient pouvoir être sollicités pour représenter le réseau.

CONCLUSION

Pendant les deux années d'existence du secrétariat avec un

coordonnateur à plein temps des progrès significatifs ont été accomplis. L'ensemble des instances a été mis en place et fonctionne. L'objectif qui avait été retenu en 1982 et qui consistait à créer un réseau organisé sur la base d'une association professionnelle de praticiens de la RSP et non d'une association d'institutions de recherche ou d'une structure créée et gérée par un organisme international et prolongeant ses activités en direction des systèmes nationaux, a été atteint. Un symposium a pu être tenu avec une large participation de chercheurs nationaux. Un cours annuel de formation à la RSP a été préparé en collaboration avec d'autres institutions et on peut penser que ce cours a maintenant de bonnes chances d'être institutionnalisé et de faire partie intégrante de l'enseignement offert par une structure nationale. Deux autres organismes nationaux ont aussi bénéficié d'un appui du réseau. Pour les autres activités prévues dans le programme 1988-89, leur réalisation s'est heurtée à des nombreuses difficultés même si plusieurs actions ont été menées qui permettent aujourd'hui d'aller plus vite. Pour que le réseau puisse répondre aux besoins des adhérents, des praticiens et utilisateurs de la RSP en Afrique de l'Ouest, une analyse des causes de ces retards est nécessaire. On n'examinera ici que les causes les plus importantes.

Une première cause de retard est liée aux conditions de création du secrétariat à Ouagadougou. L'impossibilité dans laquelle le SAFGRAD s'est trouvé de fournir des locaux et certains services prévus dans le protocole d'accord s'est traduit par un temps important consacré à trouver des alternatives et par l'affectation de ressources plus élevées à l'équipement et au fonctionnement du secrétariat. Cela s'est certainement fait au détriment des activités techniques.

Deux donateurs ont accepté de revoir les sommes affectées au secrétariat mais ceci s'est fait de façon très juste et oblige à veiller de façon quotidienne à ne pas dépasser les sommes disponibles ce qui sera de plus en plus difficile.

Une autre difficulté résulte du mode de financement. La multiplicité des donateurs évite sans doute la dépendance pour le réseau. La durée très courte des financements leur affectation et le décalage des échéanciers compliquent énormément la réalisation des activités. Presque chaque activité prise individuellement nécessite le recours à plusieurs donateurs. Si on laisse de côté l'incertitude dans laquelle le secrétariat doit préparer et planifier les activités, on doit constater que le coordonnateur est contraint d'avancer avec prudence et de donner la priorité à la recherche et à la mobilisation des financements complémentaires requis pour presque toutes les activités. Cela prend malheureusement beaucoup de temps. Si la situation des autres réseaux qui disposent d'un financement d'un seul donateur sur cinq ans est plus risquée, leurs coordonnateurs peuvent au moins pendant cette période se consacrer essentiellement aux activités

techniques.

Une autre cause de retard déjà largement soulignée et analysée a été le recrutement du personnel. Contrairement à ce qu'on aurait pu penser même le recrutement local et la conservation d'une secrétaire bilingue avec une bonne pratique de la micro-informatique s'avère difficile. Cela l'est encore plus pour des recrutements régionaux avec un support budgétaire réduit pour ne pas dire insuffisant et un cadre institutionnel qui n'est pas attractif. En fait même si on arrive à trouver les compétences nécessaires le risque existe de ne pas pouvoir les conserver longtemps et donc d'avoir des ruptures dans les activités.

Enfin une dernière cause qui pour l'instant ne constitue pas un grand handicap mais qui pourrait l'être dans l'avenir est la participation nécessaire des organismes et des chercheurs nationaux. La détérioration des conditions de travail et de rémunération dans les structures nationales a atteint un tel niveau qu'il est difficile d'espérer que les chercheurs, même dans leur intérêt, fourniront l'appui souhaité et de manière désintéressée. La préparation du symposium d'Accra et du cours RSP au C.U. de Dschang se sont révélées beaucoup plus exigeantes en temps et en argent pour le réseau. Si on ne peut pas grand chose à cela, on doit cependant en tenir compte.

Les orientations définies par l'assemblée générale et les directeurs arrêtées par le comité de pilotage pour le prochain programme d'activités vont dans ce sens. Un programme d'activités de base constitué des activités jugées prioritaires du programme précédent a été retenu. Il comprend les activités d'information scientifique et technique, la formation en méthodologie RSP et en rédaction scientifique et le symposium bi-annuel. On peut raisonnablement penser qu'à part le symposium prévu pour 1991, toutes ces activités seront opérationnelles en 1990. Un programme complémentaire d'activités sera élaboré courant 1990. Il sera constitué de projets de recherche collaborative associant les équipes RSP nationales avec l'appui des instituts internationaux de recherche agricole. Ces projets comprendront des échanges systématiques d'information, des essais coopératifs, des études comparatives, des ateliers et voyage d'étude et des ateliers de formation. Ces projets devraient permettre aussi la collaboration avec d'autres réseaux de recherche. La mise en oeuvre de ce programme complémentaire qui nécessitera la recherche de moyens financiers importants ne sera effective que si le programme de base est bien en place.

ANNEXE

MISSIONS EFFECTUEES PAR LE COORDONNATEUR

Nature et lieu	Organisateur	Période
- Visite de travail au Président Comité Pilotage, ex. coordonnateur réseau et éditeur bulletin réseau. IITA, Ibadan - Nigéria.	RESPAO	7-12 Déc. 87
- Stage d'anglais : MSU East Lansing et visite une journée projet FSSP Univ. of Florida USA	CRDI	2 jan.-21 mars 88
- Atelier de revue des réseaux de l'Afrique de l'Est. Nairobi - Kenya.	CRDI	6-13 mai 88
- Visite Fondation Ford pour requête financement et CRDI - Dakar - Sénégal	RESPAO	13-21 mai 88
- Atelier Réseau Traction Animale Saly - Sénégal	Réseau Traction Animale	4-13 juil.88
- Conseil d'Administration SAFGRAD, Nairobi - Kenya	SAFGRAD	29 août-5 sept. 88
- Mission d'appui programme de recherche ISRA, Dakar, Sénégal	ISRA	29 août-5 sept. 88
- Atelier ICRISAT - INRAN sur les technologies améliorées, Niamey, Niger.	ICRISAT/ INRAN	6-10 sept.88
- Visite au Cameroun : Discussions avec IRA pour organisation symposium 89 à Yaoundé	RESPAO	14-16 nov. 88
- Réunion sur la Gestion des projets d'information scientifique et technique, Addis-Abeba, Ethiopie	CRDI/CIPEA	21-25 nov. 88

MISSIONS EFFECTUEES PAR LE COORDONNATEUR

Nature et lieu	Organisateur	Période
- Atelier formation à la RSP DRA, Conakry-Guinée	DRA	12-30 sept. 88
- FSR/E Symposium, Fayetteville, Arkansas et visite Département de sociologie rurale) Manhattan - USA	Unv.Ark. USA	7-17 oct. 88
- Discussion avec éditeur bulletin et président RESPAO pour reprise par Coordinateur , IITA-Ibadan, Nigeria	RESPAO	28-30 nov. 88
- Participation Atelier Formation RSP : Cameroun, UC Dschang, Poursuite préparation Symposium 89	UC Dschang, IRA, IITA, Univ. of Flo.	22 jan-4 fév.89
- Réunion Directeurs NARS, SAFGRAD, Ouaga, Burkina Faso	SAFGRAD	13-16 fev.89
- Atelier Adaptation à la sécheresse des S.P. dans le Sahel, Ouaga, Burkina Faso	R35	4-7 avril 89
- Préparation programme et requête financement cours RSP CU Dschang, Dschang, Cameroun	C.U. Dschg, RESPAO, Univ.de Flo.	19-30 avril 89
- Participation atelier AFNETA, Ibadan, Nigeria	AFNETA/IITA	29 jul-3 août 89
- Symposium RESPAO, Accra, Ghana	RESPAO	21 août-4 sept.89
- Préparation cours RSP U.de Floride, Participation Symposium FSR/E U. of Arkansas, Fayetteville, USA	RESPAO, CU Dschang U.de Flo. ASFSR/E	30 sept-14 oct.89
- Atelier sur l'élevage en zone cotonnière d'Afrique de l'Ouest, Ouaga, Burkina Faso.	Coopération Française IEMVT-INERA	24-27 oct. 89

WEST AFRICAN FARMING SYSTEMS RESEARCH NETWORK
IDRC GRANT N° 3 - P - 0272

FINANCIAL REPORT FOR THE
SECOND YEAR
1ST NOVEMBER 1988 TO 31ST OCTOBER 1989

A. FINANCIAL REPORT

The report covers the 12 months period November 1988 to October 1989, November being the month in which the Project Leader assumed duty. The Budget adopted for the year is based on the revised Budget which varies slightly from the grant Agreement by the sum of US \$ 4,747.

The report uses the same budget heads as in the Grant Agreement. Expenditure is recorded in CFA Francs, the local currency, but the financial report is rendered in US Dollars the OAU reporting currency. CFA Francs have been converted into US Dollars at the rate of 300 Francs to 1 US Dollar.

All accrued expenses at 31st October 1989, the report date, have been provided for in the report.

There were no proceeds from sales of products or interests during the period covered by the report.

B. VARIANCE ANALYSIS

There was a net total favourable variance of US \$ 11,467.08 (approx. 6.8%) mainly attributable to savings on the Coordinator's emoluments, Office equipment rental, communications (loss) and international travel by the Coordinator. Detailed explanations of the variances are as follows:-

COORDINATOR'S EMOLUMENTS, \$ 4,777

1. There was a favourable variance of 7.6% due to savings in medical and children's education allowances of the Coordinator.

2. OFFICE EQUIPMENT RENTAL, \$ 2,592

There were only token charges by SAFGRAD for the use of its Photocopiers during the year. In fact SAFGRAD raised no charges for the use of its Word Processor by RESPAO before RESPAO acquired its own.

3. STATIONERY AND OFFICE SUPPLIES, (\$ 274.33)

The 9% unfavourable variance in the face of high prices of office supplies in Ouagadougou is considered reasonable.

4. COMMUNICATIONS, (\$1459.08)

The unfavourable variance of 28.5% was due to the high communication costs, particularly international telephones and telexes from Ouagadougou to the rest of the world.

5. LOCAL TRAVEL, \$ 649.99

Out of the total expenditure of US \$ 3,350 the sum of US \$ 1,670 was spent on comprehensive insurance of the Coordinator's car. The favourable variance of 16% resulted from the very little travel by car outside Ouagadougou.

6. INTERNATIONAL TRAVEL, \$ 5,180.43

The favourable variance of 25.9% was due to the Coordinator's inability to undertake all the planned missions during the year.

C. SUMMARY OF PAYMENTS

The grants received during the year have been summarised in the Financial Report. They represent the third and fourth instalments under the Grant Agreement.

D. FUTURE EXPENDITURE

The planned expenditure for the six months extension period from November 1989 to April 1990 has been shown in the Financial Report.

A list of furniture and equipment purchased for the project during Year 2 is attached to the Financial Report.

F. CASH FLOW ANALYSIS

The summary of Cash flow Analysis is shown in the Financial Report.

The Balance of IDRC Grant N° 3-P-86-0272 the at end of year 2 amounted to US \$ 42,480.46

SIGNATURES

The Financial Report has been discussed with Dr. Jacques Faye the RESPAO Coordinator, who has also signed the Report jointly with Mr. E.A. Odonkor the Financial Controller of SAFGRAD.

(IDRC) WEST AFRICAN FARMING SYSTEMS RESEARCH NETWORK (WAFSRN)

GRANT No 3-P-86-0272

1ST NOVEMBER 1988 TO 31ST OCTOBER 1989

YEAR 2

YEAR 3

<u>PARTICULARS</u>	<u>BUDGET</u>	<u>EXPEN- DITURE</u>	<u>VARIANCES</u>	<u>BUDGET (6 MONTHS)</u>
	<u>US \$</u>	<u>US \$</u>	<u>US\$</u>	<u>US \$</u>
I <u>COORDINATOR</u>	62,913	58,135.98	4,777.02	47,667
II <u>OFFICE ASSISTANT</u>				1,667
III <u>SECRETARIAL EXP.</u>				
a. Word Processor	6,430	6,430.00	-	3,600
b. Office Equip-Rental	3,000	407.12	2,592.88	2,000
c. Office Furniture	211	210.83	.17	0
d. Stationery and Office Supplies	3,000	3,274.33	(274.33)	2,000
e. Postage, Telex, Phone	5,129	6,588.08	(1,459.08)	1,500
IV <u>LOCAL TRAVEL</u>				
a. Coordinator	4,000	3,350.01	649.99	2,000
b. Personnel	0	0	0	650
V <u>INTERNATIONAL TRAVEL</u>				
a. Coordinator	20,000	14,819.57	5,180.43	6,000
b. Steering Committee	0	0	0	0

.../2

YEAR 3

<u>PARTICULARS</u>	<u>BUDGET</u>	<u>EXPEN- DITURE</u>	<u>VARIANCES</u>	<u>BUDGET (6 MONTHS)</u>
	<u>US\$</u>	<u>US\$</u>	<u>US\$</u>	<u>US \$</u>
VI <u>NETWORKS/WORKSHOPS</u>				
a. Symposium	50,000	50,000.00	-	7,000
b. Animateur - Travel	0			73,000
c. Workshops - Training	0	-	-	0
VII <u>VEHICLE</u>	0	-	-	0
VIII <u>SAFGRAD SUPPORT</u>	14,964	14,964.00	-	14,700
IX TOTAL	\$ 169,647 =====	158,179.92 =====	11,467.08 =====	161,784 =====

X <u>GRANTS RECEIVED</u>	FCFA	US\$
		174,408.97
Jan 1989 \$CAN 97,000	25,350.717	
June 1989 \$CAN 97,000	26,971.976	
Total	52.322.693	

XI ADD GRANT BALANCE FROM YEAR 1	26,251.46
XII TOTAL FUNDS FOR YEAR 2	200,660.43
XIII DEDUCT EXPENDITURE	158,179.92
XIV BALANCE OF FUNDS IN HAND	42,480.51

DR. JACQUES FAYE
COORDINATOR

DATE : 12/12/89

E.A. OONKOR

FINANCIAL CONTROLLER

DATE: 12 December 1989

WEST AFRICAN FARMING SYSTEMS RESEARCH NETWORKS

YEAR 2 NOVEMBER 1988 - OCTOBER 1989

SCHEDULE OF EQUIPMENT

DATE	PARTICULARS	COST
1989		FCFA
March	Filing Cabinet/Shelves	63.250
Sept	IBM PS 2 Computer	6.578.120
	8570-121, 2m	
	Epson Printer, Scanner	
	and Accessories	

1989-12

RESPAO RAPPORT FINAL, 1987 -89

UA-SAFGRAD

UA-SAFGRAD

<https://archives.au.int/handle/123456789/8529>

Downloaded from African Union Common Repository